

Au peuple Mexicain
Aux peuples du monde
Aux organismes internationaux
Aux gouvernements du monde entier
Aux gouvernements municipaux, étatiques et au gouvernement fédéral

Nous sommes Mexicains. Nous le sommes par naissance et par conviction. Chacun de nous, pour des raisons différentes, vivons en France, soit au Canada, en Belgique ou en Suisse. Nos plans varient: certains d'entre nous pensent revenir dans quelques mois ou quelques années et d'autres ignorent quand ils reviendront au Mexique. Cependant, nous avons tous, sans exception, l'espoir de revenir chez nous. Là-bas, se trouvent nos familles, nos souvenirs et nos amitiés. Là-bas, se trouve l'endroit que nous avons l'impression de n'avoir jamais quitté.

À travers les informations sur Internet, les voyages sporadiques ou les nouvelles de nos familles et amis, nous avons vu les violations et les assassinats commis à l'égard des droits de la personne s'accroître de façon exponentielle en seulement quelques années. Cependant, l'éloignement que nous impose la distance ne nous a pas enlevé le droit au désaccord, le droit de vouloir changer cette situation et d'exercer l'influence que la loi nous accorde en tant que Mexicains.

Parmi ceux qui font partie de cette initiative, il y a différentes visions du Mexique. Nos penchants partisans et nos orientations politiques sont divers, voire même divergents. Or ceci, loin d'être un prétexte pour nous éloigner, est devenu une raison pour nous rapprocher, qui se résume en une seule phrase: tous, sans distinction sociale, de croyance ou d'idéologie politique, nous regrettons le degré de décomposition sociale dans laquelle se trouve notre pays et nous sommes disposés, dans la mesure du possible, à la transformer.

Notre lecture de la situation est assez claire: le scénario de décomposition actuel est le résultat d'un système politique, économique et social incapable de résoudre des problèmes structurels et historiques qui, se combinant à la position géographique complexe du pays, favorise le système transnational d'importation et d'exportation d'armes et de drogues.

Jusqu'à maintenant, la solution a été de militariser le pays sans aborder les véritables problèmes nationaux qui ont poussé le pays à la situation actuelle: la précarisation de la qualité de la vie dans la ville, la régnante inégalité sociale, la corruption politique, l'impunité, la marginalisation des zones rurales, la négligence touchant l'éducation et la monopolisation des moyens de communication.

Pour ces raisons, comme Mexicains vivant à l'étranger, nous voulons, à travers nos manifestations publiques:

- 1) Commémorer la mort de plus des 40 mille victimes tuées dans le cadre de la "guerre contre le trafic de la drogue" tout en exigeant aux autorités responsables une sensibilité différente qui puisse reconnaître chacune des victimes avec dignité et pas seulement comme un dommage collatéral.
- 2) Exiger un système de justice rapide, honnête, efficace et respectueux des droits de la personne.
- 3) Demander l'éclaircissement de chacun des assassinats perpétrés par le crime organisé et par l'armée.
- 4) Exhorter les instances gouvernementales à travailler conjointement avec les organismes internationaux dans la conception de politiques publiques qui puissent faire face aux problèmes de la violence et des drogues, pas seulement de façon réactive (domaine du militaire) mais préventive (domaine socioéconomique).

Nous tenons à souligner que notre but n'est pas de demander au gouvernement de cesser de combattre le crime organisé. Au contraire, nous exigeons que l'on conçoive des stratégies à long terme qui priorisent: la restructuration du tissu social, la fermeture des comptes bancaires privés des criminels, la réforme et l'investissement dans l'éducation publique, le combat contre la corruption à tous les niveaux du gouvernement, la sauvegarde des espaces publics, le soutien à la culture, la démocratisation des moyens de communication et l'assainissement des institutions juridiques, policières et militaires.

De plus, nous exigeons des politiciens Mexicains- à tous, sans distinction de partis- d'agir en conséquence selon les postes qu'ils occupent. Nous exigeons d'eux du courage, de l'engagement et leur implication dans les causes d'ordre public qui doivent être au dessus de leurs intérêts personnels. Nous exigeons qu'ils écoutent nos demandes en tant que représentants du peuple et leur demandons qu'au lieu d'éviter nos propositions, ils trouvent des solutions.

Tant que nous ne verrons pas de réponse claire de la part de tous les acteurs de l'État face à la crise qui traverse le pays, nous, soussignés, continuerons d'exiger la transformation de la vie publique mexicaine et nous ferons tout ce qui est possible afin de placer l'actualité mexicaine parmi les priorités des agendas des organismes internationaux de protection des droits de la personne afin de renforcer le travail de tous les organismes mexicains préoccupés par cette affaire.

Bref, nous ferons valoir depuis l'étranger, en pensées et en actions, notre propre citoyenneté.

08/03/2011.